

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Georges de MONTENACH

Un Problème Social. Notes et réflexions en marge
d'un livre récent. II. La vie chère, l'alimentation
autrefois et aujourd'hui, du Docteur Lucien Graux

Dans *L'Eveil (Echos de Saint-Maurice)*, 1908, tome 10, p. 139-146

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

Un Problème Social

Notes et réflexions en marge d'un livre récent.

II

La vie chère, l'alimentation autrefois et aujourd'hui.

J'ai cru nécessaire de faire connaître aux lecteurs de ce périodique la personnalité de Jean Lahor, avant de leur présenter le nouveau volume qu'il vient de publier en collaboration avec le docteur Lucien Graux, sous ce titre déjà suggestif : *L'alimentation à bon marché, saine et rationnelle.*

Si jamais un livre a paru à son heure, c'est bien celui-ci ; nous traversons en effet une de ces périodes pendant lesquelles, suivant une expression forte, mais un peu triviale, *chacun se serre le ventre*, car la vie est devenue chère et les aliments de première nécessité sont particulièrement frappés d'une hausse excessive qui pèse lourdement sur les budgets ménagers.

C'est depuis trois ans que cet état de crise s'est précisé dans toute l'Europe et, survenant à un moment de malaise politique et social intense, il ne peut qu'étendre l'action funeste des éléments dissolvants dont nous sommes saturés. En moyenne, le pain a augmenté de 15 %, les viandes, pour la plupart, de 25 %, les légumes frais et secs de 15 %.

Le prix du lait, du beurre, des œufs, du fromage a doublé dans beaucoup de localités.

Pour le charbon de terre, le charbon de bois, le pétrole, l'huile, la hausse varie d'un dixième à un quart. (*)

Tous ressentent le contre-coup de cet état de choses, non pas seulement les petits, mais aussi les gros. Comme l'écrivait naguère la *Gazette de Lausanne* : « La gêne commence à s'introduire dans des ménages qui ont connu l'aisance et dont les ressources n'ont pas cependant diminué. » Le phénomène est déjà sensible, et il semble pourtant qu'il n'en soit qu'à ses débuts. Les causes de ce malaise sont nombreuses et profondes. Vouloir les étudier, ce serait faire le procès de tout l'état social d'à présent, ce serait condamner les mœurs et les habitudes qui se sont généralisées : nous serions entraînés trop loin de notre sujet en essayant cet exposé. Indiquons-les sommairement.

C'est hélas ! ainsi que l'écrivait très justement *La Croix* dans un de ses derniers numéros, notre richesse qui fait notre misère, car nous possédons aujourd'hui des réserves d'or formidables :

« Suivant une loi bien connue en économie politique et approximativement exacte, l'accroissement du stock monétaire, c'est-à-dire des quantités d'or et d'argent employées dans les échanges, entraîne une hausse générale des prix. Lorsqu'en effet la masse monétaire reste stationnaire par rapport à un volume croissant

(*) Depuis que j'ai écrit ces lignes, on a constaté à Genève un fléchissement notable dans le prix de la viande, le pain a baissé à Bâle, à Coire, à St-Gall de 2 à 5 centimes par kilos.

En général il y a eu baisse, dans tous les centres bien servis par leurs environs et où la concurrence est forte ; par contre dans beaucoup de localités les intermédiaires continuent à faire peser sur le consommateur un joug épuisant tout en rejetant la faute sur le producteur agricole et les droits de douane.

d'échanges, il faut faire face avec une même quantité d'or à un plus grand nombre de transactions ; il faut donc aussi se contenter pour chaque transaction, — toutes choses égales par ailleurs, — d'une quantité d'or plus faible ; dès lors, les prix, exprimés en monnaie, diminueront. Si, au contraire, la masse monétaire vient à augmenter, alors que le volume des transactions reste stationnaire ou ne s'accroît pas suivant la même proportion, nous verrons se produire le phénomène inverse : les prix hausseront. En d'autres termes, la monnaie étant une marchandise comme une autre, son prix augmente ou diminue, selon que l'offre en augmente ou diminue, la demande étant par hypothèse invariable. Mais comme c'est l'or qui sert de commune mesure aux valeurs, son prix reste en apparence invariable, tandis que les prix des marchandises subissent des fluctuations inverses de celles qui affectent en réalité le prix de l'or. A l'augmentation du stock correspond donc une hausse générale des prix. »

A côté de cette raison générale et supérieure il y en a d'autres encore qui toutes mériteraient une analyse spéciale : étatismes, armements, tarifs douaniers, anémie des budgets gouvernementaux, grèves et insécurité industrielle et commerciale, transformations industrielles de certaines denrées, accaparements, trusts, concurrence déloyale et effrénée, fraude etc, etc.

Il faudrait ajouter à cela le goût du luxe, l'amour immodéré du plaisir, qui se traduit par des fêtes, des parties, des déplacements incessants.

M. Edouard Drumont a mis en lumière ce côté de la question dans les lignes suivantes :

« Cette cherté de la vie, qui nous gêne et qui nous inquiète, trouve son explication dans cette simple formule : la vie devient plus chère, parce que tout le monde veut mieux vivre...

Sentant leur impuissance à réaliser par eux-mêmes leur rêve de bien-être et de confort, les individus prennent l'habitude de s'adresser à l'Etat qu'ils considèrent comme un tuteur naturel chargé de subvenir à leurs besoins et de leur rendre la vie douce et heureuse. L'Etat qui, à notre époque, même sous les régimes monarchiques, dépend plus ou moins du nombre, c'est-à-dire du peuple, est obligé, bon gré mal gré, d'assumer ce rôle d'Etat-Providence, de pourvoyeur de la nation tout entière. C'est, en somme, l'idée socialiste qui monte, même dans les pays les plus réfractaires au socialisme.

Tout cela finira par quelque formidable heurt, par quelque krach colossal. »

Les exigences de la vie sont devenues telles que personne aujourd'hui, du haut en bas de l'échelle sociale, ne veut rien sacrifier de son superflu et c'est ainsi que se vérifient les paroles de l'humoriste anglais qui a écrit : « Le superflu, mais c'est ce qui nous est le plus nécessaire ! »

Dans tous les ménages riches, aisés ou pauvres, on rogne donc à qui mieux mieux dans les dépenses culinaires et ménagères, habituelles et quotidiennes, pour pouvoir continuer à se payer, qui, son automobile, qui, sa belle robe dominicale, qui, son *jass* familial, qui, son petit verre ou sa cigarette.

Telle personne connue par les dîners somptueux qu'elle offre trois fois l'an à ses amis, soupe tous les soirs quand elle est seule d'une tasse de thé et d'un bout de pain. « C'est à l'anglaise » dit-elle, pour paraître *chic*.

C'est hélas à *la misère* ! devrait-on répondre, car c'est la pure vérité !

Croyez-m'en, ce n'est pas seulement par snobisme, mais aussi par économie que tant de personnes

élégantes se font les clientes des médecins qui proscrivent l'abus de la viande et conseillent certains régimes d'une simplicité Spartiate.

Certes, la dernière des économies à faire est celle qui atteint l'alimentation familiale et qui diminue sa valeur ; c'est cependant la première qu'on s'impose, dans certains milieux de bourgeois et d'employés, et cet état de choses, fâcheux au point de vue de la santé publique et de la conservation de la race, s'aggrave tous les jours. Sans doute on dépense encore volontiers beaucoup d'argent pour de grosses baffrades avec des amis, mais, dans son intérieur, on se prive de plus en plus.

Le cultivateur ne consomme plus pour l'usage de sa famille le lait, les œufs, le beurre et le fromage qu'il produit, ou du moins ne consomme-t-il ces denrées que très parcimonieusement ; il les remplace par l'alcool ou par des excitants, tel ce mauvais café qui joue dans nos pays un rôle trop prédominant et à l'abus duquel tant de femmes notamment doivent nombre d'infirmités et de misères.

De même en est-il pour les volailles et les légumes, en dehors de la pomme de terre, qui fait le fond de tous les repas campagnards.

Le vigneron compose pour son usage une piquette de troisième ordre, l'ouvrier citadin remplace dans les cabarets, par toutes sortes de mixtures, les mets simples qui lui sont devenus inaccessibles et le bourgeois pousse jusqu'au génie l'art d'accommoder les restes et de tirer trois repas d'une côtelette.

La plupart des écrivains du XIX^{me} siècle, pour vilipender et discréditer complètement tout le moyen-âge chrétien et en général tous les temps qui se sont écoulés avant l'ère soi-disant libératrice de la Révolution française, se sont acharnés à nous les dépeindre

sous des couleurs sombres et sous un aspect barbare.

Les esprits les plus indépendants et les plus sains se sont laissés souvent suggestionner par ces incessantes déclamations ; aussi y a-t-il bon nombre de gens qui admettent aujourd'hui comme un dogme, mieux qu'un dogme, que les classes laborieuses, rurales et citadines, étaient pitoyablement nourries jadis, et il leur paraît que nous sommes parvenus sous ce rapport capital à un état social infiniment supérieur.

Qui n'a devant les yeux cette description horripante que Voltaire fait du paysan français, le représentant, telle une bête sauvage gâtée dans une tanière sordide et vivant des herbes qu'il arrache à pleines mains dans ses champs dévastés.

Heureusement que des travaux récents commencent la réforme de notre jugement sur l'existence d'autrefois, qui avait été et qui est encore travestie à plaisir par beaucoup d'écrivains à la solde des partis révolutionnaires. Jansen, dans ses beaux ouvrages, nous a montré comment se nourrissait le paysan allemand du Moyen-Age ; et le Vicomte d'Avenel, après Benjamin Franklin, est venu nous dire comment vivait l'ouvrier des villes, dans quelle aisance et avec quelle facilité, pendant les six siècles qui ont précédé l'époque que nous traversons.

Les deux volumes de M. Enlart récemment publiés activent cette œuvre de réhabilitation d'un temps trop décrié. Je regrette que M. Lahor n'ait pas jugé à propos de nous donner, dans le livre qui fait l'objet de cette étude, un court aperçu, à vol d'oiseau, de l'histoire de l'alimentation à travers les siècles.

Il nous manque une histoire de la cuisine populaire, comme il nous manque une histoire du costume prolétaire, une histoire de la maison commune du peuple, et pour les mêmes raisons. Les spécialistes qui nous

ont retracé les fastes culinaires de jadis se sont presque toujours placés à un point de vue somptuaire et anecdotique, ou bien ils ont été strictement professionnels en rapportant avec exactitude des recettes et des menus. Tous se sont étendus avec complaisance sur les ripailles des barons féodaux, des princes et des grands ; ils nous ont promenés de Venise à Florence, dans les cours d'Allemagne, de France et d'Angleterre ; mais presque toujours le côté social de la question étudiée par eux leur a échappé, ils n'ont pas su et pas voulu voir les liens de l'alimentation avec l'ambiance économique générale, ils ne sont entrés ni dans les chaumières, ni dans les humbles demeures citadines ; bref, après eux tous, il reste encore un vaste champ à explorer qui nous vaudrait beaucoup de découvertes intéressantes.

Les populations, dans leur ensemble, vivaient autrefois, au point de vue alimentaire, dans une abondance plus grande que celle dont nous jouissons, puisqu'elles pouvaient user plus largement de tous les biens de la terre mis immédiatement à leur portée, de gibier de plume et de poil, de poisson etc. Mais cette situation est compensée en notre faveur par le fait que nos ancêtres devaient pour s'alimenter faire des efforts et se donner un mal que nous ignorons. Ils étaient, ne l'oublions pas, leurs propres bouchers, leurs charcutiers, leurs boulangers, et c'est à la suite de chasses pénibles et dangereuses qu'ils pouvaient se régaler de ces morceaux de choix : ours et sangliers. Jusqu'assez tard dans le XIX^{me} siècle, nous avons gardé dans nos cantons suisses des habitudes ménagères tout imprégnées par les mœurs de l'ancien régime ; chaque famille avait ses provisions, ses confitures, ses conserves, on tuait son cochon, son bœuf dont on salait et fumait les quartiers, on faisait son pain et ses gâteaux, on se

suffisait donc à soi-même. Aujourd'hui nous assistons, du moins dans les villes, à un renversement complet des anciens usages. La plupart des maîtresses de maisons dans les classes inférieures vivent au jour le jour et achètent tout au détail, selon les besoins de la consommation quotidienne.

(A *suivre.*)

G. de MONTENACH.